

AGENDA SETTING, BUZZ ET MARGINALISATION DES ENJEUX SOCIAUX EN CÔTE D'IVOIRE

ZERBO Tiémoko Euloge Konan,

*Enseignant-Chercheur en Sciences de l'Information et de la
Communication,*

Département des Sciences du Langage et de la Communication,

Université Alassane Ouattara (Bouaké - Côte d'Ivoire).

eulogezb27@gmail.com

Résumé

La communication politique connaît une pratique affligeante en Côte d'Ivoire. Elle est façonnée par les gouvernails au gré de leurs ambitions parfois effrénées. Pour ce faire, les médias servent de prisme pour orienter l'agenda public vers des sujets récréatifs pour détourner l'attention de l'opinion publique des questions qui la préoccupent. Cette pratique manipulatoire traduit une marginalisation volontaire des problématiques sociales au profit de certaines thématiques politiques. Cet artifice politique croît incessamment au sein de l'espace public en raison de la distractibilité déconcertante d'un public mystifié. Notre article se propose, ainsi, de décrire l'ossature de cet agenda setting en Côte d'Ivoire. Puis, il s'efforce à relever ses effets sur les perceptions des citoyens inhérentes aux priorités publiques. In fine, notre étude formule un plaidoyer à l'endroit du pouvoir politique et des médias en les exhortant à une gouvernance responsable et un exercice citoyen qui priorisent les véritables enjeux sociaux.

Mots-clés : *Communication politique, agenda setting, médias, marginalisation, enjeux sociaux*

Abstract

Political communication in Côte d'Ivoire is in a deplorable state. It is shaped by successive governments according to their sometimes unbridled ambitions. To this end, the media serve as a prism to steer the public agenda towards light-hearted topics, diverting public attention away from the issues that concern them. This manipulative practice reflects a deliberate marginalisation of social issues in favour of certain political themes. This political ploy thrives incessantly in the public sphere due to the disconcerting distractibility of a misled public. Our article therefore aims to describe the framework of this agenda setting in Côte d'Ivoire. It then endeavours to highlight its effects on citizens' perceptions of public priorities. Ultimately, our study makes a plea to political leaders and the media, urging them towards responsible governance and civic engagement that prioritise genuine social issues.

Keywords : *Political communication, agenda setting, media, marginalisation, social issues*

Introduction

La communication politique occupe une place fondamentale dans le fonctionnement des Etats hodiernes. Sa fonction ne saurait se borner à cette vision œcuménique de P. Norris (2000), qui la désigne comme un processus interactif inhérent à la transmission de l'information entre les acteurs politiques, les médias d'information et le public. Elle sert également d'outil de gestion de l'image des dirigeants politiques dans le but de paraître plaisants et légitimes aux yeux du peuple. Comme le souligne P. Charaudeau (2011), le discours politique vise à construire une image de soi crédible et à proposer une vision du monde susceptible d'obtenir l'adhésion. La communication politique est, de ce fait, devenue un maillon inamovible pour les dirigeants politiques dans leur exercice ou maintien du pouvoir. En Côte d'Ivoire, la communication politique connaît un

dévolement intrigant dans un contexte marqué par des tensions intempestives de contestation et de conquête effrénée du pouvoir. En effet, face à des conjonctures sociales décriées par le peuple, des voix dissidentes interpellent et exigent des comptes aux gouvernements. Ces mécontentements qui enflent et prennent souvent l'allure de scandales, érodent l'image des dirigeants, impassibles face à des doléances du peuple. Pour se défaire de ces embarras, les politiques ont recours, depuis plusieurs années, à une politique d'agenda setting comme le prisme de contournement des problématiques d'ordre public. Celle-ci consiste à envelopper les questions qui alimentent les débats publics, d'un frimas stratégique pour masquer la réalité et éluder la confrontation avec l'opinion publique.

Dans cette dynamique, les médias constituent les instruments privilégiés du pouvoir politique pour l'accomplissement de son autruchisme. La communication politique en Côte d'Ivoire est, ainsi, façonnée à l'aide des médias de masse en vue d'orienter l'agenda public vers des sujets de peu d'intérêt qui éloignent les populations de leurs véritables réalités. Sous l'égide du pouvoir politique, les médias publics et même privés, œuvrent dans l'optique de mettre malicieusement en lumière des thématiques distrayantes au détriment des problématiques sociales. Certains sujets sont arbitrairement choisis pour constituer l'actualité pendant que d'autres, qui défraient pourtant la chronique, sont ignorés. A propos, J. Dearing et E. Rogers (1996), assertent que l'agenda setting est le résultat du concept de transfert de prépondérance des sujets. Sur ce terrain, un flux de programmes récréatifs frisant parfois, l'abrutissement, est constamment diffusé pour anesthésier le public et l'évincer d'un éventuel éveil susceptible de contrarier la gestion du pouvoir. Dans la même veine, des personnalités publiques dont des artistes, hommes de médias et influenceurs

sont cooptées pour mettre en scène une vague de buzz souvent rafistolés, par le biais d'internet, en vue de distraire l'opinion publique lorsque des problèmes sociaux importants font émerger une grogne populaire. Les médias étant capables d'influencer ce que le public doit penser (M. Mc Combs, 2004), cette théorie constitue, en clair, un processus cognitif réalisé par la manipulation du contenu médiatique pour être perçu comme plus important, dicit J. Dearing et E. Rogers (ibidem). Fort malheureusement, cette pratique semble prospérer au sein de l'espace public (Habermas, 1962), en raison du faible cognitivisme généralisé du public qui plus est, en proie à une distractibilité déconcertante.

Cette mise à l'agenda est l'émanation de la hiérarchisation, à dessein, des priorités publiques définies par le pouvoir politique au dam des véritables questions sociales. De facto, cette hiérarchisation des enjeux publics théâtralisée par les médias, constitue un instrument stratégique de gouvernement à l'effet d'orienter et dompter le débat public. Il redessine ainsi, les contours des normes démocratiques en reléguant les problématiques sociales au second plan. Cette stratégie communicationnelle du pouvoir politique qui incarne le pluralisme d'opinions, interroge, parallèlement, la santé de la démocratie ivoirienne dans un contexte régional où les pouvoirs politiques sont constamment contestés et parfois sanctionnés par des putschs. Ce jeu politico-médiatique finaud laisse entrevoir une opacité dans la gestion des problématiques sociales, laquelle suscite la fronde des citoyens ivoiriens qui semblent de plus en plus exaspérés par le mépris de leurs préoccupations. Ce climat nourrit des réflexions et nous conduit à l'interrogation suivante : comment la stratégie d'agenda setting ourdie par les dirigeants ivoiriens participe-t-elle à la marginalisation des enjeux publics et quels sont ses effets sur la perception citoyenne des réalités

sociales et politiques ? De cette question principale, découlent les interrogations suivantes : quelle est l'ossature de l'agenda setting politique et du buzz en Côte d'Ivoire ? Quelles sont les conséquences de cette approche dans l'espace public et sur la perception citoyenne de la gouvernance ? Cet appât communicationnel dont use le pouvoir politique est-il le moyen adéquat de gouvernance ? Dans notre analyse, il s'agira de décrire les mécanismes de l'agenda setting politique et du buzz en Côte d'Ivoire. Puis, de relever son corollaire son influence dans l'espace public. In fine, dans une perspective constructiviste, nous exhortons le pouvoir politique et les médias ivoiriens à un exercice citoyen qui prend en compte les priorités publiques. En ce qui concerne les autres entités concernées ou touchées par cette approche socialement pernicieuse, nous leur convions à une prise de conscience face à la marée d'évènements qui alimentent les débats publics afin d'en déceler les biais.

1. Cadre théorique et méthodologique

Nous aborderons, d'abord, le cadre théorique avant d'évoquer l'approche méthodologique de notre étude.

1.1 Cadre théorique

La mise à l'agenda est une approche communicationnelle qui porte, parallèlement, une empreinte sociologique de la politique. Elle fut popularisée par M. McCombs et D. Shaw (1972) à l'effet de montrer la capacité importante des médias à influencer les perceptions sociales et politiques du public. Les attributs de l'agenda setting l'ont ainsi propulsée au cœur de la communication politique où il sert d'instrument de contrôle des débats publics aux mains des dirigeants. Toutefois, son impact sur l'espace public est tributaire de la typologie du public et des réalités sociopolitiques ambiantes. En Côte d'Ivoire, la question de la communication politique est fortement inhérente à

l'exercice des médias de service public. La RTI¹ et Fraternité matin² ont, pendant longtemps, demeuré les canaux exclusifs de diffusion des informations au peuple pour le compte du parti unique. Cependant, le retour au multipartisme au début des années 1990, a engendré le printemps de la presse (Moussa, 2012), mettant ainsi aux prises la presse d'opposition politique contre celle proche du pouvoir. Dès lors, des tensions commencèrent à émerger au sein de l'arène politique du fait d'une « guerre des journaux », initiée par les entreprises de presse érigées en des griottes pour assouvir les ambitions des obédiences politiques. Cette confrontation déjà observable dans la presse écrite a complexifié l'ouverture de l'espace audiovisuel, car les différents gouvernements y voyaient un risque de pluralisme d'opinions compromettant pour l'exercice de leur pouvoir. En revanche, les progrès fulgurants de la technologie ayant transformé le monde en un village global (M. Mc Luhan, 1962), ont bouleversé des pratiques sociales et politiques.

Ce modernisme ambiant, traduit notamment par la multiplicité des canaux de communication, a contribué à la décision des dirigeants politiques ivoiriens, de libéraliser le secteur audiovisuel en 2019. Puis, ce chamboulement du champ médiatique caractérisé par la montée spectaculaire de l'internet, a ainsi suscité le déportement du pouvoir sur les écrans. Nous précisons que notre étude considère la période allant de l'année 2019 jusqu'à ce jour. Le combat politique s'est déplacé dans les médias et principalement, sur les plateaux de télévision et dans les smartphones. Dans ce paradigme, les médias sont devenus le terrain par excellence de confrontation entre les régimes au pouvoir et l'opposition politique dans la mesure où chaque

¹ RTI, Radiodiffusion Télévision Ivoirienne

² Fraternité matin, premier journal progouvernemental ivoirien

protagoniste tente de dompter le jeu politique par le contrôle des médias.

Conséquemment, les cabales politiques pour domestiquer les débats publics ont pris une forme plus préoccupante ces dernières années en Côte d'Ivoire. Face à des critiques corrosives dont le pouvoir politique fait souvent l'objet, l'agenda setting apparaît comme un subterfuge pour faire pièce à l'opposition politique et l'opinion publique. Pourtant, D. Wolton (1989), assimile la communication politique à l'espace où s'échangent les discours contradictoires des trois acteurs qui ont la légitimité de s'exprimer publiquement sur la politique et qui sont les hommes politiques, les journalistes et l'opinion publique au travers des sondages. Cette notion de réactivité légitime des citoyens face à des problématiques sociales, heurte l'assentiment des dirigeants ivoiriens pour qui, la mise à l'agenda public des sujets pertinents est susceptible de jouer le trouble-fête dans leur gestion du pouvoir. Dès lors, il est impérieux pour le pouvoir politique, d'user des médias non pas pour indiquer forcément au peuple ce qu'il doit penser mais pour influencer ce à quoi il doit penser, M. McCombs et D. Shaw (*op. cit.*). Selon ces auteurs, les médias de masse ont la capacité de définir, de modifier et de manipuler les préférences personnelles dans le but d'augmenter ou de diminuer l'importance de certaines nouvelles et événements. En clair, en sélectionnant et en hiérarchisant certains faits au détriment d'autres, les médias influencent directement la perception du public à propos des enjeux prioritaires du moment.

Dans le même ordre d'idées, R. Entman (1993), souligne que l'agenda setting ne se limite pas à la visibilité accordée à certains enjeux mais il implique également un processus d'occultation. L'auteur argue que la sélection des sujets s'accompagne d'un cadrage médiatique (*framing*), visant à orienter l'interprétation des enjeux publics. Et Bourdieu (1996),

de notifier la tendance de la télévision à faire diversion par des faits divers en vue de masquer des enjeux politiques et sociaux majeurs. Cette violence symbolique immatérielle appauvrit le débat public. Mieux, elle tend à abrutir souvent les téléspectateurs à travers des programmes biaisés qui leur sont constamment diffusés. La mise à l'agenda n'est donc point neutre. Tant s'en faut, elle reflète des stratégies de pouvoir et de quête d'intérêts politiques pensées avec parcimonie. Dans le contexte ivoirien, l'agenda setting politique est finement mis en œuvre notamment par le prisme de la théorie de la buzzilité (E. Zerbo, 2024). Ce processus d'encadrement élaboré pour détourner l'attention du public sur certains sujets en vue de fausser la réalité, D. Scheufele et D. Tewksbury (2007), est, en effet, adossé à des buzz outrageux théâtralisés par des personnages publics pour distraire l'opinion publique. Ces individus faquins sont employés par le pouvoir politique pour endoctriner le public en communiquant sur des thématiques évasives, principalement, sur les réseaux sociaux numériques. Ce mode opératoire vise à accentuer l'intérêt des citoyens pour les sujets récréatifs, loin des problématiques pertinentes qui troublent, parfois, leur quotidien. L'objectif est d'amener le public « *à s'intéresser à ce qui ne le concerne pas et qui ne doit pas l'intéresser et donc, à ne pas s'intéresser à ce qui le concerne et qui doit l'intéresser*, (E. Zerbo, op. cit, p. 344).»

Cette approche des dirigeants politiques prévaut dans l'espace public du fait de l'analphabétisme globalisé d'un public hypnotisé par la subtilité de la propagande médiatique insidieuse qu'il subit. Parallèlement, son inclination rébarbative aux *bads buzz*, l'empêche d'avoir une lecture lucide et pertinente des événements. L'objet de l'agenda setting est, en clair, de voiler les problèmes sociaux dénoncés par les populations qui questionnent et interpellent les dirigeants sur la gestion des

sujets d'ordre public. Car, dans la démocratie moderne, le peuple est porté à demander de plus en plus des comptes aux dirigeants, selon P. Rosanvallon (2006). En revanche, la politique de l'autruche mise en vigueur par les dirigeants ivoiriens, est symptomatique d'une démocratie évanescence dans laquelle les préoccupations citoyennes sont méprisées. Cette configuration dans laquelle le pouvoir politique instrumentalise les médias pour dicter l'agenda public, laisse entrevoir des effets mesurables sur la perception citoyenne des priorités nationales.

1.2 Cadre méthodologique

La communication politique constitue un outil de gouvernement redoutable aux mains des dirigeants. En Côte d'Ivoire, son mode d'usage polémique confère une image péjorative aux dirigeants au pouvoir en raison de leurs dérives totalitaires qui relèguent les intérêts du peuple au second plan par le prisme des médias. Alors que dans ce contexte social délétère, les populations plaident constamment pour implorer leur bienveillance face à leurs diverses infortunes. Cette étude s'évertue à rebuter l'occultation volontaire des véritables enjeux publics dans la gouvernance du pouvoir politique. Cette pratique qui altère les principes démocratiques se veut désavantageuse pour un pays en voie de développement. L'obstination du pouvoir politique à astreindre le peuple à l'aphonie, juggle des intelligences dont les contributions pourraient, pourtant, définir un meilleur agenda favorable à l'intérêt public. Notre analyse souligne la nécessité pour le pouvoir politique de créer les conditions de participation réelle des citoyens au processus de développement social en prenant en compte leurs préoccupations. Car, la politique d'agenda setting et des buzz ne peut perdurer indéfiniment. La redondance de certaines situations suscitera, au fil du temps, un éveil du public en dépit

de son degré d'engourdissement. Pour traiter cette problématique, notre étude qui se veut fondamentalement théorique, s'appuie sur un corpus documentaire comportant les travaux de quelques chercheurs, inhérents aux questions de communication politique, des médias et de la théorie de l'agenda setting. Cette littérature savante nous permettra d'examiner les contours et les enjeux de la pratique de l'agenda setting en Côte d'Ivoire face à un public subtilement asservi. Tout bien considéré, les chantiers de notre étude se nourrissent de trois (3) principales parties. A savoir :

1. Décrire les mécanismes de l'agenda setting et du buzz en Côte d'Ivoire
2. Relever les effets de cette pratique sur la perception citoyenne et la qualité de la démocratie
3. Exhorter le pouvoir politique et les médias à une approche communicationnelle citoyenne qui prend en compte les enjeux sociaux

Ces points qui font office du fil conducteur de notre étude, traduisent parallèlement les objectifs de recherche visés.

2. Description des mécanismes de l'agenda setting et du buzz en Côte d'Ivoire

L'agenda setting en Côte d'Ivoire est l'émanation des élucubrations politiques élaborées pour anesthésier la conscience collective à l'effet de contrôler les débats publics. Ce dessein d'engourdir les citoyens est mis en œuvre par la connivence perfide entre les médias et le pouvoir politique pour faire miroiter un agenda stratégique au public ivoirien. Le déplacement des enjeux sociaux est observable à travers la battologie lancinante d'une déferlante de faux buzz mis en scène pour faire perdre le nord au public. Sur ce terrain, des

personnages publics souvent iconoclastes, sont recrutés par le pouvoir politique, pour divertir l'opinion publique et l'endoctriner par des faits divers n'ayant aucun lien avec ses préoccupations. Ces buzz médiatiques constituent des mécanismes de construction délibérée de la visibilité médiatique, dont la logique émotionnelle et spectaculaire contribue à détourner l'attention publique des véritables enjeux sociaux, dicit E. Zerbo (*op. cit.*). Dans ce sens, le rôle de certains artistes, acteurs du showbiz, de pseudos hommes de Dieu et influenceurs et de cyber activistes, bénéficiant d'une notoriété considérable, est d'entretenir constamment leurs abonnés par le biais de sujets évasifs via les réseaux sociaux numériques à savoir Tiktok, Facebook et Instagram. Cette pratique s'accroît lorsque l'opinion publique manifeste une bronca inhérente à des situations qu'elle estime incommodes et illégitimes. Face au courroux populaire accusateur du public qui questionne le pouvoir politique sur la manière dont les enjeux sociaux tels que la cherté de la vie, le chômage, la question polémique du foncier ou l'accès aux services publics, sont traités ; l'agenda setting apparaît comme un voile pour détourner l'attention du public sur certains attributs de sujets en vue de tronquer les faits, D. Scheufele et D. Tewksbury, (*op. cit.*). Quand bien même que ce déplacement des enjeux ne signifie pas leur disparition définitive, elle traduit, toutefois, leur relégation au second plan au profit de thématiques politiques davantage rentables.

Dans ce spectacle politique, les médias de masse en l'occurrence les télévisions publiques et privées, semblent investies d'une mission discrète de distraction du public. La diffusion récurrente d'un flot de programmes essentiellement divertissants, pis ; parfois peu orthodoxes, ne se fait pas ex-nihilo. Elle témoigne de la théorie du complot orchestrée par les champs politique et médiatique, visant à imposer un agenda

arbitraire au public ivoirien. Ces programmes de télévision malicieusement conçus pour escobarder le public, mettent, notamment, en lumière des personnalités publiques faraudes considérées comme des vedettes des écrans, qui comptent de nombreux followers thuriféraires sur internet. De facto, de nombreux événements régulièrement propagés sur la Toile et sur les plateaux de télévision, ne constituent que des simulacres de buzz minutieusement élaborés pour dérouter l'opinion publique. Ces faits théâtralisés servent de miroirs aux alouettes à l'effet d'assujettir un public globalement quiescent et notoirement friand de buzz. A travers ces individus beaucoup suivis et par ricochet, idoles d'une bonne frange de la jeunesse en perte de repères, les télévisions ivoiriennes s'évertuent à mystifier une masse importante du public, en fabriquant une opinion qui masque les véritables questions d'ordre public. Parallèlement, cette forme de communication politique relayée par le champ audiovisuel, vise à promouvoir les dirigeants au pouvoir et légitimer leurs actions. Ce *modus operandi* est devenue une véritable « télécratie », selon G. Balandier (1980), assertant que le pouvoir a toujours eu besoin de théâtralité et de décor pour être respecté. Cette structuration de l'espace public construite à partir de l'agenda politique (porté par les acteurs institutionnels), combiné à l'agenda médiatique (émis par les médias), influe sur l'agenda public qui correspond aux priorités perçues par les citoyens. L'interaction entre ces agendas permet de révéler un rapport de force dans lequel les hommes politiques bénéficient, parfois, du privilège d'imposer leurs desideratas dans l'espace public.

3. Les effets de la marginalisation des enjeux sociaux sur l'espace public ivoirien

L'impact de l'agenda setting en Côte d'Ivoire sur l'espace public est observable notamment à travers la perception des priorités publiques par les citoyens ivoiriens et la qualité actuelle de la démocratie.

3.1 Le mépris des priorités publiques observé par les citoyens

La marginalisation des enjeux sociaux en Côte d'Ivoire est symptomatique du dédain des véritables sujets qui préoccupent les populations. Face à la diversité des problèmes récurrents qui troublent le quotidien des citoyens, les dirigeants politiques usent de discours captieux relayés par les médias, dans l'optique d'édulcorer les ardeurs publiques et susciter des dilatoires continus. Les problématiques revêtant un enjeu public sont expressément confinées au second plan pendant que des faits divers et dérisoires sont propagandés pour en constituer l'actualité. Ce mépris inhérent aux questions d'intérêt public est sous-tendu par des silences médiatiques, complices de l'autruchisme du pouvoir politique. Les politiques procèdent par un maquillage médiatique des événements à telle enseigne que lorsqu'on lit les journaux, regarde la télévision et/ou écoute la radio, on a l'impression de vivre dans un eldorado. Alors que la populace croule sous le poids de conditions de vie exécrables pour lesquelles elle espère incessamment l'aménité de l'Etat. Sur ces entrefaites, certaines questions dont la surenchère des denrées alimentaires, la corruption, les inégalités sociales, le non achat du cacao de nombreux paysans désillusionnés et le déguerpissement des populations dans des communes de la capitale économique, qui font l'actualité mais sont

volontairement esquivées, provoquent une onde de choc au sein de l'espace public. Néanmoins, la liberté escamotée de la parole (G. Menga, 1993), en vigueur, contraint toute potentielle dissidence à l'aphonie, au risque de subir des répressions austères dont des incarcérations arbitraires. Paradoxalement, les médias auxquels il revient de porter la voix du peuple, se sont érigés en des chiens de garde des politiques (S. Halimi, 1997), en s'illustrant, notamment, par le conditionnement de l'opinion et une oligarchie de l'information. A cet égard, W. Lippmann (1922), renchérit pour notifier que les médias de masse en tant que source d'informations, ont une capacité à déformer la réalité des événements dans la société. Cette réalité directe entre l'information fournie par les médias de masse et le sens associé créé dans la mémoire des individus, influent naturellement sur leur perception des faits.

L'omerta délibérée des médias et l'extinction des voix publiques sous le diktat des dirigeants politiques, traduisent la place secondaire concédée aux problématiques sociales. Cette conjoncture n'augure nullement un changement de paradigme mélioratif pour le peuple si l'on se réfère à la théorie de la construction sociale des problèmes publics mise en lumière par M. Spector et J. Kitsuse (1977). En effet, l'approche de ces auteurs postule que la seule gravité objective d'une difficulté sociale ne suffit pas à devenir un problème politique. En revanche, la mobilisation de certains acteurs influents entre autres, les médias ou des groupes organisés pour nommer le problème, est susceptible d'inciter les autorités politiques à le prendre en charge. Dans la même veine, H. Blumer (1971), parle de « carrière » d'un problème social comme une construction collective précaire traversant plusieurs étapes avant sa mise en œuvre. Selon l'auteur, ce processus détermine si une situation devient un problème public ou est ignorée. Cela souligne que la

survie d'une cause est tributaire de la force de sa mobilisation plutôt que de données chiffrées. Toutefois, cette hypothèse se veut illusoire en Côte d'Ivoire vu le contexte sociopolitique dans lequel les voix contradictoires ne sont pas autorisées. L'éventualité d'être persécuté pour une opinion aux antipodes des actions du pouvoir politique crée un effroi permanent au sein de l'opinion publique. Et cela empêche une forte mobilisation capable de sonner une révolte quelconque. Par conséquent, cette réalité laisse émerger une amertume latente au sein de l'espace public à propos des priorités des dirigeants politiques qui contrastent, visiblement, avec les intérêts des citoyens.

3.2 Une démocratie caricaturesque

L'approche de l'agenda setting mise en pratique par les dirigeants ivoiriens fait remarquer une enfreinte caustique de l'éthique et des préceptes démocratiques. Elle révoque en doute la vraisemblance de ce système qui, à posteriori, n'existe que théoriquement. L'intérêt accordé aux citoyens n'apparaît que superficiellement durant les périodes électorales où leurs voix sont indispensables pour le maintien ou la conquête du pouvoir. Dans ce contexte, divers artifices dont des promesses mirobolantes sont employées pour aguicher un nombre important de votants. Passé cette période, les acteurs politiques se revêtissent de leurs tuniques de César pour mener une chasse à courre impitoyable à l'endroit des citoyens qui osent jeter un pavé dans la mare. A propos, N. Bobbio (1985), soutient que la démocratie ne consiste pas seulement à avoir le droit de vote, mais à pouvoir exercer ce droit dans des conditions d'égalité et de liberté réelles. Pourtant, cet environnement méphitique engendré sciemment par les dirigeants politiques ivoiriens dans l'optique de juguler toute éventuelle opposition à l'exercice de leur pouvoir, annihile quasiment toute liberté de s'exprimer et

de contester au peuple. Et cela génère un profond hérissément au sein de l'espace public qui se sent de plus en plus privé de sa participation citoyenne aux questions sociales.

Dans ce climat enfumé où les opinions des citoyens sont méprisées, parfois réprimées, la confiance des ivoiriens en la démocratie proclamée par les politiques, s'est considérablement dégradée. Cette démocratie à pas de caméléon comme décrite par R. Banégas (2003), pour souligner le recyclage d'anciennes pratiques de pouvoir au Bénin et en Afrique, écarte le peuple des débats à enjeux publics en le réduisant à un simple spectateur des événements sociaux. Cet état de fait qui appauvrit le débat démocratique, est l'émanation d'une démocratie hybride farceuse et chancelante. Elle laisse entrevoir, parallèlement, la faiblesse des institutions ivoiriennes en l'occurrence la justice ivoirienne dont les pratiques sont fortement contestées. Ses actions jugées à géométrie variable en fonction du camp de l'accusé, tendent à insinuer la cangue politique sous laquelle elle exerce et donc, l'arbitrarité de ses décisions. De cette façon, la démocratie en Côte d'Ivoire apparaît comme un artefact aux mains des dirigeants politiques pour assouvir leurs ambitions de pouvoir. La communication politique qu'ils mettent en œuvre par le biais de l'agenda setting, porte l'empreinte d'une ruse visant à ôter la légitimité d'opiner aux citoyens ivoiriens, surtout quand leur réactivité sanctionne des actions et comportements gouvernementaux. A. De Tocqueville (1840), avait assurément raison lorsqu'il notait que ce qui lui semble le plus à craindre pour l'avenir de la démocratie, ce n'est pas l'anarchie, mais le despotisme. Cette assertion prend tout son sens face à la nomenclature du contexte sociopolitique ivoirien prévalent.

4. Des motifs favorisant le progrès de l'agenda setting dans l'espace public ivoirien

L'intégration de l'agenda setting dans l'exercice du pouvoir politique en Côte d'Ivoire s'appuie sur certains indicateurs favorables à son exploitation. Au nombre de ceux-ci, il convient de notifier l'absence d'esprit critique généralisé de la population. En effet, selon les données récentes communiquées par le gouvernement ivoirien³, le taux d'analphabétisme de la population adulte était estimé à environ 47% en 2024. Cela souligne que presque un ivoirien sur deux, éprouve des problèmes de littératie et de compréhension de textes. Alors que l'alphabétisation demeure un enjeu social majeur de développement humain, cette carence considérable remet en question, l'aptitude du public ivoirien, dans son ensemble, à décrypter et cerner les intrigues et biais politiques introduits dans la communication politique. Car, une population peu instruite est exposée à l'endoctrinement des politiques pour satisfaire des désirs de pouvoir. A cela, il faut adjoindre le penchant impondéré du public ivoirien pour la distractibilité et les sujets amusants. Les ivoiriens dans leur ensemble, constituent un peuple très enclin aux choses récréatives et qui se délecte de façonner même les événements sérieux ou mélancoliques en des faits hilarants. Cette caractéristique qui n'échappe pas aux politiques, leur sert d'appât pour investir l'espace public de buzz fallacieux redondants qui reposent principalement sur des ressorts émotionnels plutôt que rationnels. L'objectif pour les politiques étant de conduire et maintenir le public dans un état d'engourdissement ininterrompu.

³ <https://www.gouv.ci/actualite/alphabetisation-et-education-non-formelle-un-document-de-politique-nationale-elabore-pour-reduire-le-taux-danalphabetisme-en-cote-divoire-2403?>

Dans ce sens, l'indignation, la surprise et le scandale sont les carburants de cette politique de buzz instaurée dans l'optique d'anesthésier le public à l'aide de programmes de télévision et de faits divers formatés dans ce sens. Telle l'approche de la seringue hypodermique de H. Lasswell (1948), la marginalisation des enjeux sociaux recherche des récepteurs passifs auxquels elle fait miroiter des réalités aux antipodes de leurs vécus en vue de contrôler les débats publics. Ainsi, face à des esprits peu avertis qui composent essentiellement le public ivoirien, la politique d'agenda setting gagne incessamment du terrain. Ces facteurs d'analphabétisme général et de distractibilité qui caractérisent les citoyens ivoiriens, constituent le terreau fertile de la hiérarchisation des enjeux sociaux orchestrée par le pouvoir politique et les médias ivoiriens dont ils sont victimes.

5. Notre plaidoyer pour une gouvernance citoyenne et responsable

En vue de susciter un changement mélioratif dans l'approche des acteurs de ce théâtre politico-médiatique, notre analyse suggère des mesures palliatives aux entités concernées dont le pouvoir politique, les médias, les acteurs du numériques, la société civile et les citoyens.

5.1 Aux pouvoir politique et institutions étatiques

Il serait opportun pour les autorités politiques de rompre avec l'instrumentalisation des médias aux fins d'endormir la conscience citoyenne pour l'empêcher de contribuer aux débats publics. Cette pratique qui répond à des désidératas politiques, laisse, parallèlement, observer un mépris accablant des individus qui leur ont pourtant, portés au pinacle en leur confiant la

destinée de la Côte d'Ivoire. L'image de la politique et du politique ivoiriens est foncièrement érodée du fait d'un mode de gouvernance controversé parce que, teinté d'une démocratie succédanée et d'une absence de pluralisme d'opinions. La théorie de la diversion illustrée par la propagande de bads buzz à l'effet d'éluder la confrontation avec l'opinion publique face à leurs préoccupations, ne saurait être continuellement pérenne. Il faut une approche différente capable d'inspirer la confiance chez le peuple ivoirien et lui garantir son rôle dans le processus du développement social. Et cela passe par l'acceptation de la légitimité des citoyens, de porter leur jugement sur les événements sociaux et de formuler d'éventuelles critiques liées aux actions du pouvoir et des institutions de la République. Indépendamment des cycles de polémiques politiciennes qui agitent souvent l'arène politique, il ne convient nullement de saborder les intérêts sociaux sur fond de contrôle de l'agenda public. Le pouvoir politique gagnerait à instaurer une transparence sur l'agenda gouvernemental et assurer un traitement institutionnel des questions sociales, parfois urgentes.

5.2 Aux médias

La difficulté pour les médias est de réussir à se départir du pouvoir politique auquel ils sont inféodés depuis l'avènement du multipartisme. Cette rupture serait le point de départ pour espérer une presse indépendante et plus responsable. C'est seulement la liberté d'exercer sans la mainmise des politiques qui leur donnera le libre arbitre, particulièrement, ceux de service privé, d'œuvrer dans le respect de leur responsabilité sociale. Dans l'espérance que les médias ivoiriens épousent cet esprit citoyen, notre analyse les convie à effectuer un filtre des programmes à diffuser et de l'actualité qui mérite d'être mise en lumière du point de vue de sa portée sociale. De cette façon, il

convient de procéder par des fact-checkings⁴ et des « débunkages⁵», en prélude à la diffusion de toute information, de sorte que l'espace public ne s'apparente pas à un capharnaüm. Les médias devraient prioriser les enjeux sociaux pour exprimer la voix du peuple et non succomber à la prédation des politiques dans l'optique de formater un agenda public arbitraire qui contraste avec les problématiques sociales. L'activité médiatique représente un sacerdoce pour les pratiquants. Cela leur impose une éthique professionnelle vis-à-vis du public.

5.3 A l'endroit de la société civile et des Organisations Non Gouvernementales

Il est impérieux d'instaurer une communication stratégique pour contrer cette tendance à la buzzilité, (E. Zerbo, *op. cit*). Dans ce sens, le choix de formats narratifs courts et percutants, et une mobilisation des codes de la viralité au service de causes sociales pourrait être optimale. Cela permettrait de mettre la pression auprès des différentes rédactions afin d'obtenir une couverture équilibrée des urgences sociales face aux polémiques politiques. Cette démarche serait une contre-offensive pour évincer les buzz façonnés et les biais dans la communication politique du gouvernement.

5.4 A l'endroit des acteurs du numérique et des pseudos influenceurs

Cette étude incite ces individus subordonnés qui s'évertuent à mettre en scène des événements spécieux pour engourdir l'opinion publique, à une prise de conscience face à leur responsabilité sociale. L'action d'entretenir de larges publics à travers des contenus, leur confère une notoriété notable qui leur impose l'adoption d'un comportement citoyen et

⁴ Fact-checking, vérification d'une information, d'une rumeur ou d'un discours politique dans le but de détecter d'éventuels mensonges et ou fausses informations.

⁵ Débunkage, action de prouver qu'une rumeur virale sur les réseaux sociaux est totalement fausse.

exemplaire vis-à-vis du public. A rebours de leurs pratiques perfides visant à mystifier le public, ils devraient mettre leur capacité d'attraction au service des bonnes causes sociales, en œuvrant pour la mise en relief des enjeux sociaux à l'effet de susciter un réveil au sein de l'espace public ; plutôt que de militer pour son abrutissement.

5.5 A l'endroit des citoyens

En ce qui concerne les citoyens, une véritable culture de l'éducation aux médias et à l'information s'avère indispensable. Cela pourrait assurément constituer un rempart important contre les manipulations médiatiques et politiques. Un public plus outillé intellectuellement est capable de déceler les contours insidieux et latents liés aux mécanismes de construction de l'agenda public. Il est ainsi primordial pour les jeunes qui constituent la majorité de la population ivoirienne, de se faire former pour acquérir les outils nécessaires leur permettant de distinguer les enjeux publics des événements théâtralisés motivés par les acteurs politiques et médiatiques. Dans cette société en perte de valeurs morales et humaines, il est également capital pour les parents, de mettre un point d'honneur à investir dans l'instruction de leurs enfants de sorte qu'ils acquièrent des connaissances basiques susceptibles de les amener à discerner la nature des informations et d'événements qui alimentent leur quotidien.

Conclusion

Notre étude s'est attelée à montrer comment les mécanismes d'agenda setting et de buzz mis en œuvre par le pouvoir politique et les médias, participent à la marginalisation des enjeux publics et ses effets sur la perception citoyenne des réalités sociales et politiques. En substance, il convient

d'affirmer que cette approche postiche réussit à impacter la perception d'une masse importante du public ivoirien par le prisme de l'agenda setting et des buzz factices en reléguant ses préoccupations au second plan. Cette communication politique biaisée altère le débat démocratique et intoxique l'espace public en le passivant face aux véritables enjeux publics. De ce fait, notre hypothèse est vérifiée. Notre article explore un nouveau champ de réflexion scientifique lié aux biais cognitifs compris dans la pratique de la communication politique et de l'exercice des médias en Côte d'Ivoire. Il décrit la violence symbolique exercée sur les citoyens par l'articulation d'un agenda public arbitraire et des buzz redondants visant à anesthésier leurs consciences pour mieux les domestiquer. Cet article vise à instruire le public sur la vigilance à adopter face aux flots d'informations diffusés au sein de l'espace public. Il souligne également qu'une société véritable ne peut se construire sur une démocratie de façade dans laquelle les opinions contradictoires sont proscrites. Alors que des critiques constructives des voix divergentes sont susceptibles d'amener le pouvoir politique à abonner sa gouvernance. Ouvrir le débat public est donc un impératif si on aspire à une société de confiance où les questions publiques sont traitées objectivement et non éludées. Parallèlement, cette réflexion pourrait servir de support à d'autres chercheurs qui auront à cœur de s'investir dans ce champ de recherche en abordant notamment, les risques liés à la désinformation continue d'une population en proie à un faible cognitivisme.

Références bibliographiques

BALANDIER Georges, 1980. *Le pouvoir sur scènes*. Paris : Balland.

BANEGAS Richard, 2003. *La démocratie à pas de caméléon. Transition et imaginaires politiques au Bénin*. Paris, Karthala, coll. « Recherches internationales »

BLUMER Herbert, 1971, « Social Problems as Collective Behavior ». *Social Problems*, vol. 18, n° 3, pp. 298-306

BLUMLER Jay G., 1990, « Elections, media and the modern publicity process », in M. FERGUSON, (ed.), *Public Communication. The New Imperatives. Future Directions for Media Research*, London, Sage, pp. 101-113

BOBBIO Norberto, 1985. *Le futur de la démocratie*, Paris : Seuil.

BOURDIEU Pierre, 1996. *Sur la télévision : suivi de L'emprise du journalisme*. Liber

CHARAUDEAU Patrick, 2011. *Dis-moi quel est ton corpus, je te dirai quelle est ta problématique*. In *Langage et société*, n°136, CNRS Editions

DAHL Robert, 1993. *La démocratie et ses critiques*, Paris : Gallimard, 1993

DEARING James et ROGERS Everett, 1996. *Agenda-setting*. 6th ed. SAGE Publications

DE TOCQUEVILLE Alexis, 1840. *De la démocratie en Amérique*, Tome II. Paris. Charles Gosselin.

ENTMAN Robert M., 1993, « Framing : Toward clarification of a fractured paradigm. » *Journal of Communication*, 43(4), pp. 51-58

GERSTLE Jacques, 1996, « L'information et la sensibilité des élections à la conjoncture », , in *Revue Française de Science Politique*, vol.46, (5), pp. 731-752

Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, 3 juin 2024. *Alphabétisation et éducation non formelle : un document de politique nationale élaboré pour réduire le taux d'analphabétisme en Côte d'Ivoire*. Portail Officiel du Gouvernement de Côte d'Ivoire. <https://www.gouv.ci/actualite/alphabetisation-et-education-non-formelle-un-document-de-politique-nationale-elabore-pour-reduire-le-taux-danalphabetisme-en-cote-divoire-2403?> Consulté le 10 juin 2026

HABERMAS Juergen, 1962. *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, trad. de l'allemand, Paris, Payot

HALIMI Serge, 1997. *Les Nouveaux chiens de garde*, Paris, Liber-Raisons d'agir, Collection Libre cours.

LASSWELL Harold D., 1948, « The structure and function of communication in society. » In L. Bryson (Ed.), *The Communication of Ideas* Harper and Brothers, pp. 37-51

LIPPMANN Walter, 1922. *Public opinion*, New York, Harcourt, Brace and Co

McCOMBS Maxwell, 2004. *Setting the agenda : Mass media and public opinion*. Cambridge, Uk : polity

McCOMBS Maxwell et SHAW Donald, 1972, « The agenda-setting function of mass media. » *Public Opinion Quarterly*, 36(2), pp. 176-187

McLUHAN Marshall, 1962. *The Gutenberg Galaxy : The Making of Typographic Man*, Toronto, University of Toronto Press

MENGA Guy, 1993. *Congo : La Transition escamotée*, Paris, L'Harmattan

MOUSSA Zio, 2012. *Les médias et la crise politique en Côte d'Ivoire*. Fondation pour les Médias en Afrique de l'Ouest/ International Media Support (IMS)

NORRIS Pippa, 2000. *Un cercle vertueux : la communication politique dans les sociétés post-industrielles*, New-York, Cambridge University Press, 398 p.

PADIOLEAU Jean-Gustave, 1982. *L'Etat au concret*, Paris, PUF

RIUTORT Philippe, 2007. *Sociologie de la communication politique*, Paris, La Découverte

ROSANVALLON Pierre, 2006. *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*. Paris : Seuil

SCHEUFELE Dietram et TEWKSBURY David, 2007, Framing, agenda setting, and priming : The evolution of three media effects models. *Journal of Communication*, 57(1), pp. 9-20

SPECTOR Malcolm et KITSUSE John, 1977. *Constructing Social Problems*. Menlo Park, CA : Cummings Publishing Company.

WOLTON Dominique, 1989, La communication politique : construction d'un modèle. *Hermès, La Revue*, 4(1), 27-42

ZERBO Tiémoko Euloge Konan, 2024, « De la quête effrénée d'audience à la buzzilité dans l'espace audiovisuel ivoirien », *Germivoire, la Revue scientifique de littérature, des langues et des sciences sociales*, Abidjan, Université Félix Houphouët Boigny, pp. 337-348.